

Jules Greindl,

une grande figure de notre diplomatie

Célébrer la mémoire d'un personnage historique n'aurait guère de sens, si l'on ne le replaçait dans le contexte d'une époque qui fut importante, et si l'homme, tel qu'il fut, n'avait plus rien à nous dire. Il y a cinquante ans s'éteignait, chargé d'ans, de services et aussi d'amertume, celui qu'on avait appelé si longtemps le Baron Greindl, nestor et mentor de la diplomatie belge, et qui devint Comte en 1912 par la grâce du roi Albert. Son père, Léonard, avait été général et ministre de la Guerre en 1854. Ses fils allaient s'illustrer sous l'uniforme, sur l'Yser et en Afrique orientale. Un de ses petits-fils, gouverneur du Luxembourg, allait être assassiné par les nazis à Buchenwald, tandis que le cousin de ce dernier, le Baron Jean, un des héros du réseau « Comète », allait être condamné à mort et périr dans le bombardement du 7 septembre 1943. Un de ses descendants, aujourd'hui, fait des débuts prometteurs dans le métier d'historien. Bon sang, de toute évidence, ne saurait mentir. Mais le comte Greindl lui-même, qu'a-t-il donné au pays, et que devons-nous retenir d'une personnalité qui fut jadis, avec et après Lambermont, l'oracle respecté de notre politique étrangère ?

Sculpteur ou diplomate ?

Jules Greindl était né le 7 septembre 1835 à Mons, où son père commandait un régiment. Il fit des études moyennes excellentes, montrant surtout des aptitudes remarquables pour les langues et le dessin. Ensuite, la famille s'étant installée à Gand, c'est à l'université de cette ville qu'il décrocha son diplôme de docteur en Droit. Le moment était venu de choisir

une carrière : si le jeune homme avait pu suivre ses préférences, il se serait tout bonnement installé sculpteur. « *Au fond de l'âme, je suis sculpteur avant tout* », écrivait-il encore en 1880. De fait, il n'abandonnerait définitivement la terre glaise et le marbre qu'à Berlin, où ses responsabilités diplomatiques seraient devenues trop absorbantes. Avant cela, il avait encore figuré à l'Exposition générale des Beaux-Arts de 1878, et à chaque occasion, modelé bustes et statuettes, fier lorsqu'un ami de la famille lui faisait une commande — « *comme à un vrai sculpteur* » — mais jugeant lui-même ses œuvres avec une parfaite modestie. De cette habileté artistique, il ne lui resterait plus, à la longue, que le goût de crayonner, avec un bonheur réel, d'amusantes caricatures.

Mais tout cela, en 1855, n'était guère sérieux, ni susceptible de nourrir son homme. Son père lui avait inculqué la discipline, l'obéissance, le travail. Il ne pourrait devenir un second Vinçotte, mais il gardait d'autres atouts : son don des langues, par exemple. L'examen diplomatique s'imposait : il le réussit avec grande distinction. L'instinct sera parfois rétif, il y aura bien quelques ruades occasionnelles, vite réprimées par un esprit sage et raisonnable, par la volonté, aussi, de faire une carrière non seulement honorable et utile, mais rémunératrice : les secrétaires de Légation n'étaient pas payés, la famille Greindl aurait à s'imposer des sacrifices que le jeune homme, en fils affectueux et reconnaissant, souhaitait abréger dans toute la mesure du possible.

On le verra donc secrétaire, puis conseiller, à Rome, Constantinople, Paris, Saint-Pétersbourg et, brièvement, à Berne comme chargé d'affaires en 1864. Apprenant son métier, sculptant, lisant beaucoup (des récits de voyages, des œuvres scientifiques — toute sa vie durant, il emplira des carnets de ses notes de lectures), mais surtout étudiant les langues,

sa passion : il connaîtra parfaitement le français, le néerlandais, l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le portugais, l'italien, le turc, le grec moderne, le tartare, le russe et l'arabe — c'est d'ailleurs dans cette dernière langue, particulièrement ésothérique, qu'il rédigera les notes confidentielles réservées à son usage personnel. Ecrivant aussi, bien sûr, des lettres fréquentes à ses parents.

Cette correspondance, conservée dans les archives de la famille, est intéressante à parcourir : elle le révèle profondément chrétien et patriote, unioniste comme son père (que d'inquiétudes devant la « *libéralerie* », que de réserve à l'égard des « *gouvernements bavardementaires* », que d'admiration pour « *M. Nothomb I^{er}, la politique nationale et en-dehors des partis* » !) et, sur le plan européen, résolument conservateur, à l'image du roi Léopold I^{er} : de Rome, en 1858, il ironise sur « *cette grenouille de Piémont* », et sur ces « *deux ou trois mille Mazziniens qui ont la prétention d'être l'Italie* ». Dès lors, il est tout normal qu'en mai 1859, il souhaite « *une bonne raclée* » aux Franco-Piémontais. La victoire n'ayant pas couronné les étendards autrichiens, le patriotisme et l'instinct s'épaulent en lui, et le poussent à estimer que cette unification italienne est bien déplorable. On « *érige le fait accompli en droit* », on laisse les grandes Puissances, « *qui ne s'appuient que sur la force des baïonnettes* », régler le sort des petits. « *Lorsque les Français seront à Bruxelles, le fait sera aussi accompli et l'on pourra invoquer pour sa sanction tous les arguments que l'on invoque aujourd'hui en faveur de la révolution de l'Italie centrale* ».

Mais s'il est un temps pour l'indignation, il en est un autre pour l'amour. En 1863, il épouse la fille du vicomte de Seisal, Ministre du Portugal à Bruxelles : c'est le début d'une union qui sera longue, douce et féconde.

De Constantinople à Munich

Déjà cependant, dans ces étapes subalternes de la carrière diplomatique, le hasard est venu glisser un événement qui sera lourd de conséquences. Greindl est secrétaire à Constantinople en avril 1860, quand le Duc de Brabant vient passer quelques semaines dans cette capitale d'un monde ottoman qui le fascine. Le Prince est ardent, fureteur, curieux de tout. Le diplomate est empressé, ambitieux pour lui-même et pour son pays. Les deux jeunes gens ont le même âge : vingt-cinq ans ! On parle beaucoup de l'Orient, de l'expansion belge. Greindl ose confier ses soucis personnels : a-t-il eu raison de s'engager dans une carrière qui, jusqu'à présent, ne lui a rien rapporté, et le laisse dépendre financièrement de son père ?

— Restez, lui dit en substance le Prince. Plutôt que de rentrer à Bruxelles, devenez spécialiste de l'Orient. Quand Dudzele sera dégoûté de Constantinople, ce qui ne saurait tarder, vous deviendrez chef de mission, avec un traitement confortable ». Et en le quittant : « Je tâcherai que tout s'arrange au gré de vos désirs ».

Il faut croire que Léopold fut impressionné par les qualités de sérieux, de travail et de dévouement qui distinguaient son compagnon. Rentré à Bruxelles, il lui demandera des notes, des études, le chargera de commissions diverses. Sept ans plus tard, en 1867, quand le Ministre lui proposera un arrêté de désignation pour Rio, Léopold II l'annulera et le remplacera par le poste de Ministre-résident à Constantinople. « *Les souverains ont rarement la gracieuseté de se souvenir aussi longtemps* », écrira Greindl, ravi. Il se remet à étudier d'arrache-pied les langues avec un « Turc à turban », passe par des hauts et des bas, se demande à nouveau si, malgré tout,

il a bien fait de choisir le service de l'Etat (« *Je n'y reste bien certainement que parce que je ne sais pas comment en sortir* »), va faire un tour en Grèce où il est également accrédité, et où il fait une rencontre qui le charme : « *Je commence à m'ennuyer assez d'Athènes quoique j'y aie trouvé un complice qui a la tête remplie des mêmes fariboles que moi : langues orientales, métaphysique, sculpture, etc. En outre, il lit les écritures cunéiformes et m'y a fait prendre goût. C'est le Ministre de France à Athènes, le Comte de Gobineau* ».

Mais en Europe, l'horizon s'assombrit, et si Léopold II ne songe qu'à l'Orient, rue de la Loi, on est plus terre-à-terre, et on voudrait être représenté à Munich par un agent capable : nous sommes en 1869, quelles surprises M. de Bismarck nous réserve-t-il encore ? Voilà donc Greindl en Bavière, mécontent d'être dérangé, heureux d'être rapproché de ses parents... et s'ennuyant « à périr ». Il sculpte, lit et arbitre les querelles entre les épouses de ses subordonnés. « *Cette existence de vagabond et l'obligation où je me trouve de dépenser tout ce que je reçois sans aucun agrément pour moi, afin de faire figure (sans y parvenir) me semblent absurdes; et je changerais très volontiers de métier si je pouvais.* » Du moins l'année suivante lui réservera-t-elle de solides satisfactions morales. « *L'insolence et l'immoralité des Français ont dépassé toutes les bornes. Il est temps que nous soyons débarrassés de toute cette bonapartaille* ». Comme tout le monde en Belgique, il est indigné de lire, noir sur blanc, que Benedetti avait voulu marchander avec la Prusse l'annexion de notre pays. Il faut que les Français soient battus, « *parce qu'il n'y aurait plus de relations possibles pour nous avec le gouvernement actuel de la France, depuis les révélations de M. de Bismarck* ». Ses vœux sont comblés, mais du même coup l'Allemagne est unifiée, et la légation de Munich supprimée. Le 8 décembre 1871, Greindl rentre à Bruxelles.

La « combinaison » des Philippines

Cette fois, le virage se dessine nettement. De quoi demain sera-t-il fait ? Le jeune diplomate a 36 ans. Il a mûri, il s'est formé. Sans peut-être s'en rendre tout à fait compte lui-même, il a trois énormes atouts dans son jeu. Son « *tempérament de cheval anglais* », comme il l'écrit quelque part; en réalité la minutie, le soin, l'esprit critique, le souci du détail qu'il apporte à la moindre besogne, et qui s'épanouissent en synthèses d'une concision et d'une clarté absolument admirables. La confiance du secrétaire général Baron Lambermont, qui l'a distingué de longue date, veille sur sa famille quand il en est séparé, et ne cessera de lui écrire des billets révélant une profonde communauté de vues, une entente totale, et se terminant toujours par la formule : « *Mille amitiés* ». Enfin et surtout l'œil d'aigle du Roi : Léopold II l'a jaugé, a discerné ou cru discerner en lui un homme à utiliser; il le prend et ne le lâchera plus — ou plutôt ne le lâchera qu'après en avoir extrait tout ce qu'il pouvait donner.

Pour le quart d'heure, aucun poste important n'est libre. Greindl se verra donc confier une des grandes directions du Département, le Commerce et les Consuls — celle-là même qui, onze ans plus tôt, avait servi de tremplin à Lambermont. Là, il aura à orchestrer une grosse affaire : le renouvellement du traité de commerce avec la France. Puis, Blondeel étant mort à Madrid, il est nommé Ministre plénipotentiaire dans cette capitale, mais tant que l'instabilité politique et la guerre carliste règneront dans ce malheureux pays, il ne sera pas question d'y envoyer mieux qu'un chargé d'affaires. Greindl ne s'y rendra donc qu'en juin 1874. Mais du coup, voilà l'occasion, attendue par le Roi, de le faire entrer dans ses combinaisons. Les malheurs politico-financiers des gouvernements qui se succèdent à Madrid font germer, dans le cerveau de Léopold II, une de ces innombrables combinaisons qu'il allait,

toute sa vie durant, échafauder avec une ingéniosité extraordinaire et poursuivre avec une opiniâtreté incroyable. Ne serait-ce pas, en quelque sorte, rendre service aux Espagnols, que d'exploiter en leur lieu et place les Philippines, sous le couvert d'une société commerciale qui affermerait les richesses économiques, l'administration civile et jusqu'à la défense militaire de cet immense archipel ?

A part soi, Greindl estime que précisément l'instabilité politique de l'Espagne rend la chose difficile; bientôt il se convaincra que la fierté nationale ibérique constitue un obstacle infranchissable. Il préférerait, lui, une méthode plus progressive, donnant des résultats partiels sur un plan strictement commercial; sans engager l'avenir, il ne serait pas interdit d'espérer qu'à la longue, des solutions plus vastes puissent être atteintes — mais Greindl au fond de lui-même n'y croit pas.

Pour résumer la divergence en une formule peut-être un peu catégorique : le Roi veut une colonie, et Greindl ne vise que l'expansion commerciale. « *N'oublions pas*, lui écrit le Roi, *combien de grandes choses ont commencé par être impossibles* ». Et, un peu plus tard : « *Je crois à notre succès en Espagne. Ce qui est irrationnel arrive* ». Greindl est discipliné, il s'incline. Il étudie le problème, dresse des plans, court de Londres en Italie pour obtenir les concours indispensables, consacre à l'affaire un temps énorme et, comme il l'avait prévu, tout à fait inutile. Les Espagnols ne voudront rien savoir. Léopold II, lui, poursuivra ses efforts sans relâche, jusqu'à cet historique 22 août 1875, date à laquelle, virant de bord, il écrit à Lambermont cette phrase lourde d'avenir : « *Je compte m'informer si en Afrique il n'y a rien à faire* ». Quant à ses rapports avec Greindl, ils sont intacts : contre sa conviction intime, le diplomate a servi avec un zèle infatigable, le Roi n'a eu qu'à s'en louer, et bientôt il aura de nouveau besoin de lui.

Au service de Léopold II

Un des charmes du poste de Madrid, c'est qu'il offrait la possibilité de congés commodes dans la patrie de la baronne, à Cintra. Greindl s'y trouvait en villégiature, en octobre 1876, lorsqu'il fut « subitement » rappelé en Belgique et, sur le plan administratif, mis en disponibilité à partir du 1^{er} décembre. La Conférence géographique venait de se réunir à Bruxelles sous la présidence du Roi, l'Association internationale africaine en était issue, et Léopold II en avait offert le secrétariat général à Greindl qui avait accepté — non sans se faire prier. Brève et fiévreuse période pour notre diplomate. Il étudie, négocie, voyage, cherche des fonds, organise — car il est également secrétaire du Comité belge — l'expédition Cambier vers le lac Tanganika.

En janvier 1878 se place le tournant décisif : après sa traversée du continent noir, Stanley a débarqué à Marseille, Sanford et Greindl s'en vont le trouver et lui proposer de se mettre au service du Roi. L'illustre explorateur accepte quelques mois plus tard, mais déjà, le secrétaire général sent sa prudence innée et son pessimisme naturel lui inspirer des réserves croissantes. Manifestement, on quitte le plan humanitaire et scientifique pour se risquer dans une entreprise dont les aspects commerciaux lui paraissent manquer de bases suffisantes, et qui par-dessus le marché lui semble lourde de difficultés nationales et internationales. Comment peut-on, avec Stanley, travailler sous le couvert de l'Association internationale, mais sans être contrôlé par elle ?

En mai, Greindl expose ses perplexités au Roi, lui offre sa démission, mais, pour ne pas gêner le Souverain, reste à ses ordres pour traiter cette nouvelle négociation jusqu'au bout. C'est ainsi qu'il participe en novembre à la constitution du Comité d'Etudes du Haut-Congo, reste en apparence la che-

ville ouvrière de l'entreprise royale, et surprend tout le monde à la fin de l'année lorsqu'il se retire, laissant son secrétariat général à Strauch.

Tels sont les faits. Avec une discrétion qui s'imposait, mais qui ne l'en honore pas moins, notre diplomate n'a laissé aucun texte, aucune confidence, qui eussent permis de les illustrer d'une façon plus précise. Comme pour les Philippines, il a servi avec exactitude et correction, mais le cœur n'y était pas. Sa femme fut sans doute, avec Lambermont, la seule à connaître ses sentiments. Quelques mois plus tard, il écrira à sa femme cette phrase remarquable, à propos de certain projet d'un homme d'affaires mexicain : « *Il a un grand désir de l'exécuter, mais ne paraît pas avoir de moyens d'action.* Juste comme le Roi avec son Afrique ».

C'est tout ce que nous savons du divorce qui s'est produit entre Léopold II et lui. Le Roi tourne la page; il ne l'en estimera pas moins, mais il lui gardera, certains indices le prouvent, un petit coin de rancune. Greindl eût-il souscrit à cette appréciation, que le *Patriote* allait exprimer cinq ans plus tard, le 19 août 1884 : « *Que l'Association africaine s'occupe de civiliser les nègres du Congo, nous n'y voyons rien à redire; mais pour Dieu, qu'on ne nous parle pas, à nous contribuables, de défrayer ces lointaines aventures. Nous avons assez à civiliser chez nous* » ? Mystère. Toujours est-il qu'il veillera, dans toute la mesure du possible, à ne pas mêler Belgique et Congo; car il se figure, en 1879, en avoir fini avec l'Afrique, mais l'Afrique le tient et ne le lâchera pas de sitôt.

De Mexico à Lisbonne

En attendant, le voilà réintégré aux Affaires étrangères et nommé, le 10 mars 1879, Ministre à Mexico. La mission

n'est pas sans intérêt. Les relations avaient été rompues depuis la malheureuse affaire de Charlotte et Maximilien; il s'agit maintenant de « faire oublier les tristes souvenirs du passé » et de « procurer à notre industrie des débouchés qui lui sont si nécessaires ». Mais sur le plan personnel, l'expédition s'assombrit du fait que ses jeunes fils sont aux études et ont besoin de leur mère. Il devra donc s'embarquer sur le « *Belgenland* » de la Red Star Line, accompagné de son seul secrétaire — mais il écrira constamment à sa femme, et ce sera autant de gagné pour l'historien.

Ses lettres le montrent enthousiaste des Etats-Unis. Il admire l'« esprit d'entreprise », s'émerveille de la publicité omniprésente, fait un crochet par le Canada où il caractérise fort bien les rapports entre francophones et anglophones, et arrive en novembre à Mexico. Là, il aura trop vite liquidé la besogne qui s'offre : explorations, rédaction de rapports pour l'industrie belge, palabres interminables et inutiles en vue de la conclusion d'un traité de commerce... Après quoi c'est l'inaction, et le spleen. D'énormes loisirs sont consacrés à la sculpture et à la philologie, mais il est au creux de la vague, et il s'en rend compte : « *Je continue mon existence d'Indien Kikapoo. Les Kikapooos sont des Indiens sauvages auxquels le Gouvernement paie une toute petite pension pour qu'ils vivent à Mexico afin d'avoir la certitude qu'ils ne feront pas de mal ailleurs* ». Il se sent « *vieux et ridé à quarante-cinq ans* », fait une crise de fièvre jaune et voudrait se rapprocher des siens. A lire ces propos désabusés, sa femme fait sans doute chorus; en effet, il la morigène en quelques phrases où éclatent la noblesse et la générosité de son caractère : « *Si l'on a avancé les autres plus vite que moi ce n'est peut-être que justice. Il faut laisser juger ces questions-là par autrui, car si l'on s'en rapportait aux intéressés chacun d'entre eux se mettrait certainement à la première place.* » Et puis, il faut

aussi regarder en dessous de soi, « *voir les pauvres Indiens d'ici, dont le sort est affreux... Pourtant, il y a probablement des centaines et des milliers de ces malheureux qui valent mieux que moi...* ».

Du reste, il n'a pas tort de faire confiance à ses amis. Devaux et Lambermont ne l'oublent pas, et Frère-Orban ne lui veut que du bien. Après avoir failli obtenir Athènes, le voilà nommé, en décembre 1880, à Lisbonne. Il y restera huit ans. Poste agréable et sans histoires apparemment... mais où l'Histoire saura le rattraper. Si nos Rois n'étaient point intervenus, nos rapports avec Lisbonne, en effet, eussent été d'un bout à l'autre dépourvus de problèmes. Mais il y avait eu naguère l'immixtion armée de Léopold I^{er} dans les querelles intérieures des années trente, et il y avait maintenant l'Association internationale du Congo de Léopold II qui, tout l'avait fait prévoir, jouait son petit rôle perturbateur entre les Puissances établies. On n'en était plus aux « *stations humanitaires et scientifiques* », mais aux luttes de souveraineté, aux partages de gâteau et aux délimitations de frontières.

La Grande-Bretagne avait signé avec Lisbonne un traité qui appuyait les prétentions du Portugal sur l'embouchure du Congo, tandis que le Roi des Belges, jouant avec une habileté sans pareille ses cartes à Berlin, Washington et Paris, s'efforçait de montrer qu'avec lui, tout le monde civilisé bénéficierait de la liberté commerciale absolue qu'il se proposait d'établir en Afrique centrale. Du coup, Lisbonne devenait un poste capital. Jusqu'à nouvel ordre, l'A. I. C. était une société commerciale privée, mais les intérêts belges (c'est le moins que l'on en pouvait dire !) n'en étaient pas absents et l'on ne pouvait donc pas lui refuser sa sympathie... mais il fallait éviter avec soin toute confusion entre le Roi et son Gouvernement. Distinguos subtils, mais à cet égard, Greindl n'en était qu'au début de ses peines. Avec son flair, son exactitude

et son tact habituels, il fut constamment sur la brèche pour informer, prévenir, éviter, contrebattre, jouant ainsi jusqu'à la création de l'Etat indépendant, en 1886, un rôle des plus efficaces.

On entrerait dans une période trop extraordinaire, voire incongrue, pour qu'on ne la souligne point, avec un amusement rétrospectif. Autocrate propriétaire d'un domaine immense, mais petit Roi constitutionnel, Léopold devenait un homme à deux têtes sous un même bonnet. Double capitale, Bruxelles abritait rue de la Loi ses Chambres, ses administrations et son Gouvernement traditionnels — et rue de Namur une administration et un Gouvernement distincts, dont les rapports avec les premiers ne seraient pas toujours des plus cordiaux. Quant aux diplomates, et surtout ceux qui n'étaient pas enthousiastes de l'œuvre léopoldienne, ils allaient être soumis à de cruelles dichotomies, impliquant une souplesse qui confinerait à la duplicité. C'est surtout, nous le verrons, après 1890 que la situation deviendra délicate.

Le Congo mis à part, Greindl n'avait plus qu'à se laisser vivre, tout en rongant son frein. Au fond, n'était-il pas sur une voie de garage ? Ne serait-il pas plus heureux à Tanger par exemple, où il pourrait au moins se plonger dans la philologie arabe ? Ce fut, apparemment, sa dernière crise de cafard ; elle est attestée par la lettre d'un ami du Maroc qui, le 10 novembre 1886, lui écrivait ceci : *« Ecœuré, n'est-ce pas, par une carrière dont les premières étapes ont été plus heureuses que les dernières, vous trouvez qu'elle ne vaut pas la peine qu'on se gêne pour elle et, conscient du tribut payé au pays, vous demandez le repos, puisqu'on ne vous veut pas sur la brèche »*. Détrompez-vous et renoncez à vos projets, ajoutait ce correspondant : vous ne trouverez à Tanger pas un seul livre, pas un seul interlocuteur arabe possible, mais vous vous

débattez contre l'arbitraire, la vénalité, et une cherté incroyable de la vie...

Auprès de l'Empereur d'Allemagne

Enfin, le 25 avril 1888, l'amitié et la sagacité de Lambertmont donnèrent à Greindl un poste digne de lui : il était nommé Ministre plénipotentiaire auprès de l'Empereur et des Cours secondaires d'Allemagne. Au fond, ce bourreau de travail avait jusqu'à présent beaucoup besogné, mais comme il travaillait trop vite et trop bien, il s'était aussi beaucoup ennuyé. Désormais, tout allait changer, et la diplomatie belge allait voir s'épanouir, dans une tâche à sa mesure, son représentant le plus digne et le plus efficace. Les innombrables appréciations formulées par ses contemporains se résument en un seul mot : respect. Avec le vieillissement, puis la mort de Lambertmont, Greindl allait devenir l'oracle, le guide sûr, l'homme qui non seulement gérait avec maîtrise la Légation de Berlin, mais dominerait de très haut l'ensemble de notre personnel extérieur.

Que de fois on aurait recours à ses avis, à son conseil, dans des affaires délicates qui ne relevaient en rien de ses attributions ! Son opinion était aussitôt formulée, par retour du courrier, et devant ces brefs billets, l'historien lui-même se laisse prendre au charme : la sûreté, la perspicacité, la justesse de vues et le tact imprègnent chacun de ces jambages imperturbables et arrondis. Il en est de même des rapports, tous écrits de sa main — et il y eut quelque mérite : à partir de 1907, il devait souffrir cruellement des yeux, et devenir presque aveugle à la fin de sa vie.

La tradition raconte qu'avant de rédiger, Greindl s'asseyait dans un fauteuil, s'abîmait dans ses réflexions, allumait un cigare, en regardait longuement se dissoudre les volutes, puis brusquement changeait de siège et, sans un brouillon,

sans une rature, alignait d'un bout à l'autre les méandres d'une pensée impeccable, sous une forme élégante, brève, claire et nuancée. La diplomatie française a connu de meilleurs écrivains, mais Greindl reste le modèle insurpassable et même inimitable du style diplomatique. Avec lui et en partie grâce à lui, les relations germano-belges allaient croître et embellir dans tous les domaines, au bénéfice des deux parties, jusqu'à devenir excellentes — et jusqu'à se briser net, certain jour tragique de 1914. Affable, courtois, maître de lui, exactement informé, Greindl était le diplomate qui — à l'encontre d'un adage stupide — ne disait jamais autre chose que la vérité : pour tous, sa parole avait valeur d'Évangile.

Toujours le Congo

Dans ce poste capital, il avait continué, bien entendu, de traîner le Congo comme un fardeau indésiré. En effet, l'État indépendant avait évolué d'une façon rapide et inattendue. Son statut de base — l'Acte de Berlin — lui avait imposé un régime de liberté commerciale absolue, tout en lui interdisant la perception de droits d'entrée. Sans doute était-il quelque peu utopique de se figurer, implicitement, que l'État — c'est-à-dire son Souverain — pourrait assumer les charges écrasantes de l'administration et de la mise en valeur, sans rien percevoir des revenus qui s'en iraient à tout qui se donnerait la peine de les prendre. Il y avait là une erreur que Léopold II réussit à faire corriger, dans une faible mesure, par la Conférence de Bruxelles en 1890.

Faute de ressources, il allait à la faillite, et ces ressources, il se les procura d'une façon juridiquement contestable en promulguant, de 1890 à 1892, une série de décrets qui, en fin de compte, divisèrent l'immense territoire en trois zones réservées : celle du Souverain à titre privé, celle de l'État, et celle des compagnies privilégiées. On était loin de la liberté

commerciale; on en était même aux antipodes ! Que le Souverain n'ait pas eu d'autre issue, c'était sans doute vrai. Qu'il n'ait pas prévu les bénéfiques colossaux qui allaient tomber dans sa caisse, à partir de 1895, grâce à un hasard miraculeux — la forte demande de caoutchouc provoquée par l'évolution de l'industrie automobile et électrique —, c'est encore vrai. Il reste que le système contrevenait à l'Acte de Berlin, et que son application pratique allait donner lieu à des abus qu'une opinion nationale et internationale condamnerait avec une conviction croissante — bien que ces critiques n'aient pas toujours été, tant s'en faut, tout à fait désintéressées, ni exemptes d'hypocrisie.

Mais ce n'est pas tout : en même temps, le génial et ambitieux autocrate, loin de se contenter de son domaine, allait faire sa petite « *Weltpolitik* » pour son compte personnel, lancer ses troupes vers le Nil et le Soudan, manœuvrer la France et l'Angleterre en s'alliant à l'une contre l'autre et vice-versa, inquiéter l'Allemagne — bref jouer sur la scène mondiale un rôle actif et conquérant, difficilement compatible avec la neutralité de la petite Belgique européenne. Quel exercice de corde raide pour nos diplomates, et en particulier pour Greindl ! Car ce dernier, par la force des choses, avait été réintroduit dans le jeu : son dossier personnel, aux Affaires étrangères, indique par exemple qu'il passa le mois de mars 1891 en consultation au Palais. Bientôt, les meilleurs collaborateurs du Roi le quittèrent : brutalement, dans le cas de Banning; Beernaert ou Lambermont, avec plus de nuances et de doigté.

Ces inquiétudes et ces perplexités, nous en trouvons un témoignage frappant dans ces deux billets que Greindl et Lambermont, toujours en étroite communion d'idées, échangèrent les 6 et 7 septembre 1892 :

« Personnel et très confidentiel, écrivait Greindl de Berlin. Je reçois quantité de lettres du Roi sur ses affaires d'Afrique. Je ne puis qu'exécuter les ordres que m'expédie Sa Majesté, et je n'ai pas à lui donner des avis qu'Elle ne me demande pas, n'ayant aucune qualité officielle qui m'autorise à lui offrir des conseils; mais je dois vous dire à vous que dans mon opinion, le Roi suit à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat du Congo une politique des plus dangereuses. »

Et voici la réponse :

« Personnel et très confidentiel, 7 septembre 1892. Depuis environ deux mois le Roi ne m'a plus entretenu et je n'ai plus entretenu S. M. des affaires du Congo. La situation entre M. Beernaert et le Palais est très tendue. Le Roi a un système et croit être dans le vrai. Il le défend et le fait défendre avec beaucoup d'énergie et d'activité. Rien ne fait prévoir qu'il cèdera. Je ne connais pas un traître mot de ce qu'on vous écrit. Je ne sais pas comment tout cela finira... Mille amitiés. Lambermont ».

La liberté commerciale, le traité anglo-congolais de 1894, l'affaire Stokes, la campagne « des mains coupées », autant de sujets qui allaient créer bien des situations fausses ou délicates. Notre Légation de Berlin les dénouerait avec doigté; elle serait heureuse de voir, en 1904, la tension se relâcher, et en 1908 la Belgique reprendre le Congo.

Les rapports germano-belges

Mais dans les rapports germano-belges à strictement parler, que de satisfactions ! Un labeur quotidien multiforme : la presse à informer, des conventions commerciales à négocier, tout un climat à modifier, avec la joie de voir, année après année, que dans tous les domaines les relations entre Bruxelles et Berlin devenaient les meilleures imaginables. Des fatigues, aussi. N'oublions pas que cette Allemagne d'il y a cinquante

ans était encore une fédération de quelque vingt-six principautés et que le Ministre de Belgique, accrédité auprès de chacune d'elles, devait au moins une fois par an faire acte de présence et offrir ses respects aux rois, grands-ducs et autres têtes couronnées résidant à Munich, Dessau, Anhalt, Stuttgart, Dresde et ailleurs. Mais le plaisir que donne l'effort récompensé, la satisfaction qu'apportent l'estime et l'amitié, tout allait concourir à l'embellissement de ce que la nièce Mannerheim — sœur du futur maréchal finlandais — allait appeler dans ses lettres « *les années heureuses de la Roonstrasse* ».

Germanophile, Greindl l'était assurément — et que l'on veuille bien prendre cette appréciation pour un éloge, même indépendamment du fait que l'on n'eût guère imaginé que Bruxelles nommât, à Berlin, un diplomate ayant horreur des Allemands. Mais voyons plus large. Si loin que l'on remontât dans le temps, les libertés belges n'avaient jamais été menacées que du sud. Les visées de Napoléon III restaient, pour les hommes de 1900, une de ces impressions de jeunesse qui ne s'effacent point. Il eût fallu, au lendemain de 1870, être absolument génial pour considérer la nouvelle Allemagne bismarckienne comme on commence à le faire aujourd'hui : trop d'unification, de prussianisme, de jeune force mal répartie avec, au total, un « Reich » trop fort pour le temps de paix et malgré tout trop faible pour le temps de guerre.

Tout ce qui subsistait du Congrès de Vienne dans la mentalité de Greindl aurait pu lui faire pressentir ce danger potentiel que Léopold I^{er}, lui, avait fort bien perçu. A le lire, il n'y paraît guère. Depuis les Boers et la campagne anti-congolaise, la cote britannique avait baissé à Bruxelles; et depuis le « petit père Combes », nos catholiques prenaient de sérieuses distances à l'égard de Paris. En revanche, que de sympathies croissantes pour l'Allemagne, pour cet Empire

conservateur dans tous les sens du terme y compris le meilleur : vraiment, Berlin était la dernière capitale qui pût concevoir l'idée de tramer des complots contre la paix. Satisfaite de frontières déjà trop étendues en Europe, simplement soucieuse d'obtenir dans le monde la place qui lui revenait, l'Allemagne n'avait plus de revanche à prendre, comme ces Français instables et prétentieux, ni d'intérêts économiques mondiaux à régenter, comme ces messieurs de la City.

Le « danger allemand »

Tel est l'univers mental d'un Greindl — et l'on peut dire de la rue de la Loi en général. Par quelle fausse manœuvre stupide cet Empire trop puissant pour qu'on l'attaque ou même qu'on le gêne sérieusement, allait-il se mettre dans le cas de ne pouvoir venir à bout du monde entier ? Maintenant que les historiens allemands eux-mêmes condamnent avec sévérité les fautes de leur pays en 1914, nous pouvons, nous aussi, mettre plus de nuances dans nos jugements de naguère. Observateur objectif, diplomate neutre comme tous ses collègues, Greindl notait avec inquiétude les modifications qui se précisaient à partir de 1904 : le retour graduel de la Russie sur l'échiquier européen, l'activisme serbe, la consolidation de la Triple-Entente, l'agressivité française au Maroc... Sa faiblesse fut, peut-être, d'avoir mal vu à quel point les ripostes allemandes dénotaient une absence presque incroyable de sens psychologique, à l'égard des réactions possibles de l'étranger.

Là-dessus, un des meilleurs diplomates du Reich, Rosen, battrait plus tard sa coulpe et formulerait son opinion en une formule cocasse : « *Cela me fait penser à l'histoire de ce naturaliste anglais qui avait écrit un gros livre intitulé Les serpents d'Islande; quand on l'ouvrait, on ne voyait que des pages blanches avec, au milieu, une phrase : Il n'y a pas de*

serpents en Islande ». Toujours est-il que vers la fin de sa mission, Greindl croyait de moins en moins que la Triple-Alliance fût, en Europe, le rempart inébranlable de la paix. Mieux, il voyait grandir chaque jour ce qu'il appelait lui-même le « *danger allemand* », et il finirait, en 1911, par le mettre sur le même pied que les autres menaces possibles. Il prévoyait même, dans ce cas, un ultimatum dont il devinait déjà le contenu et les fausses justifications avec une prescience remarquable, et il allait jusqu'à penser que cet ultimatum ne précéderait pas l'agression, mais irait de pair avec elle. Avant tout, ce beau-frère de Woeste pressait, sans relâche, notre Gouvernement de réarmer.

Le malheur, c'est qu'en 1914-1915, l'occupant allait fouiller les archives de la rue de la Loi, et lire avec des sentiments mêlés les rapports de Greindl et de ses collègues. Ces Belges n'avaient pas choisi leur camp, le 4 août; la décision leur avait été imposée. Ils ne pouvaient pas la connaître avant et ils avaient, des années durant, formulé certaines appréciations qui, pour être correctes, n'en étaient pas moins désagréables pour les Franco-Britanniques; désagréables et, si on les publiait dans le climat passionnel de l'époque, carrément explosives. Il y avait évidemment une contre-partie : Berlin claironnait que la Belgique avait violé elle-même sa neutralité, de longue date. Si l'on voulait utiliser cette arme de propagande que constituaient nos archives, il fallait donc accepter un inconvénient mineur et montrer une Belgique loyale, mais une Belgique jugeant avec sévérité telle ou telle initiative de ses futurs alliés. Bien sûr, il faudrait choisir, trier, éliminer à coups de ciseaux les rapports et les passages gênants.

A la guerre, tout est permis : dès 1914, la Wilhelmstrasse se mit à publier des extraits tendancieux ou tronqués des rapports de Greindl. Ce serait, nous y reviendrons, la dernière amertume du vieil homme trahi par ceux qu'il avait aimés, et qui avaient eu sa confiance.

La retraite

Mais revenons-en à la fin de cette carrière. Ministre d'Etat en 1907, il ne manquait plus à Greindl que le Grand Cordon de l'Ordre de Léopold, mais le Roi, toujours un peu rancuneux, laissait l'arrêté dans son tiroir. Un des premiers gestes du Roi Albert fut de lui apporter lui-même cette distinction lorsqu'il se rendit en voyage officiel à Berlin.

Le vieux diplomate allait avoir septante-sept ans, et sa vue baissait toujours plus. Il prit sa retraite en mai 1912. Les quais de la gare d'Anhalt n'étaient qu'un vaste moutonnement d'amis et de fleurs, et la presse répercutait les regrets unanimes de l'opinion. Des centaines de mouchoirs et de chapeaux agités... lentement, le train s'ébranla... les « belles années de la Roonstrasse » étaient finies.

On s'installa dans un joli cottage entouré d'un grand parc, au 125 de la rue du Château, à Forest. Dès le lendemain, l'affectueuse complicité des enfants, petits-enfants et amis prépara le grand jour où l'on célébrerait les noces d'or. Les 4 et 5 mai 1913, la fête de famille se déroula, décrite avec un soin touchant par la comtesse dans un somptueux album à fermoir. Il y eut messe, lunch, exposition de cadeaux. Il y eut la visite du Roi Albert.

Brutalement, la foudre tomba sur ce bonheur serein, comme elle tomba sur le pays entier. Au Conseil de la Couronne du 2 août 1914, Greindl resta muet, écrasé, littéralement tué par la catastrophe — tué comme l'étaient, au même moment, tant de Belges de qualité, les Godefroid Kurth, et tant d'autres, qui avaient cru que le rôle de notre pays était de répandre l'amitié aussi bien à l'est qu'au sud et au nord qu'à l'ouest. Charitable, le Roi Albert fit savoir au vieux diplomate qu'il le dispensait de le suivre à Anvers. Quant aux fils, ils étaient à leur place, sur le front. Les yeux de Greindl n'y voyaient plus guère, mais son oreille restait douloureusement attentive

à la voix du canon apportée par le vent d'ouest. Chaque matin, il se faisait lire la *Belgique* et le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, ne comprenant pas les raisons de cette tuerie abominable, s'indignant du caractère « vague et exorbitant » des prétentions antagonistes. La publication de ses rapports tronqués lui asséna un nouveau coup, à peine atténué par les loyales mises au point que le Gouvernement du Havre eut à cœur de diffuser.

En mars-avril 1917, il tomba gravement malade, s'en remit, raccrochant ses espoirs farouches à ceux qui combattaient, là-bas. Ses dernières paroles ? A son valet de chambre : « Pierre, entend-on le canon ? » A son confesseur, s'interrompant dans la récitation du *Pater* : « Je veux bien pardonner à mes ennemis, mais le mal reste fait ». Et enfin : « J'aurais cependant voulu revoir mon Roi et mes fils... ». Le lundi 30 juillet 1917 au matin, il se sentait bien, parlait de descendre au rez-de-chaussée l'après-midi. Quelques heures plus tard, il n'était plus.

Un demi-siècle a passé. Le monde s'est métamorphosé, bien plus encore qu'il ne l'avait fait entre 1835 et 1917. Une image s'est décantée, précisée, fixée. Toute société a ses règles, qui lui sont dictées par l'état des esprits et les rapports de forces du moment. Greindl, ce juste, s'est loyalement, magistralement soumis aux règles qui avaient cours à son époque. Nous-mêmes, qui trouvons étranges ou surannées certaines de ses appréciations, comment nous jugera-t-on, d'ici seulement vingt ans ? Il avait, dira-t-on, peu « d'avenir dans la tête ». Et nous ? A travers le temps qui altère et modifie, certaines constantes subsistent, une figure impressionnante peut encore nous atteindre et nous émouvoir : celle d'un grand honnête homme, et d'un noble serviteur de l'Etat.